

## CONSEIL EUROPÉEN

*Comment lutter contre l'euroscpticisme?*

### **Quatre délégations proposent des solutions pour rendre l'Europe plus attractive**

Aujourd'hui, selon *L'actualité Internationale*, 130 sièges sur 751 sont occupés par des délégués eurosceptiques ou d'extrême-droite. Afin de contrebalancer ce chiffre préoccupant, le conseil européen s'est réuni le 17 septembre 2018. Les délégations roumaine (pays hôte), allemande, lituanienne et italienne étaient présentes.

Pendant les débats informels, chaque délégation a expliqué sa résolution et a tenté de convaincre les autres délégations que son point de vue était le meilleur à adopter. Citons la position de la délégation de l'Italie qui n'a cessé d'affirmer que pour lutter contre le sentiment de rejet de l'Europe via l'islamophobie croissante, il fallait insister sur les valeurs chrétiennes de l'Europe. Les autres délégations ont riposté à ces propos, en soulignant notamment que le concept de "valeurs chrétiennes" n'était inscrit sur aucun texte officiel et donc n'était pas un argument fondé.

Suite aux débats informels, deux résolutions ont été débattues pendant les joutes oratoires.

La première résolution a été proposée par la Lituanie. Elle comporte quatre points fondamentaux: la création d'un noyau de 9 pays motivés et moteurs qui mettront en place une politique spécifique et dont les résultats convaincront les autres pays de l'UE de suivre le mouvement, l'élaboration d'un tournoi de football intercontinental, la conception d'un média regroupant des informations de tous les pays européens intitulé "Europe-news", et enfin, l'établissement d'une nouvelle matière à l'école commune aux 28 qui concernerait l'histoire de l'Europe ainsi que son fonctionnement.

Deux de ces quatre idées innovantes ont retenu l'attention de l'Allemagne et de la Roumanie. L'Allemagne est réticente à l'idée de créer une nouvelle institution, elle argumente sur le fait qu'une Europe à deux vitesses serait synonyme de difficultés de développement.

La Roumanie émet elle aussi une certaine réserve contre la résolution lituanienne. Cette délégation insiste sur l'impossibilité de créer une équipe européenne sans discriminer certaines nationalités. En effet, puisque une équipe de football est composée de 11 joueurs, comment faire en sorte que les 28 nationalités participent toute dans un même match? A cela, l'Allemagne répond par un amendement. Elle propose de modifier les règles du sport: à la première mi-temps, 11 joueurs seraient sur le terrain, 11 autres le seraient à la deuxième mi-temps, et 6 changements seraient obligatoires pendant le match.  $11 + 11 + 6 = 28$ , le compte est bon! L'amendement passe avec 3 votes pour et la résolution avec 3 avis favorables. La FIFA (Fédération Intercontinentale de Football) est désormais plus qu'une idée, elle pourrait aider à renforcer l'identité européenne.

Quant à la résolution allemande, elle aborde le thème des institutions européennes qu'il faut, selon son point de vue, mettre davantage en avant et simplifier. Cette résolution tient compte des prochaines élections européennes et propose par conséquent la création d'un site internet permettant à tous de voter à distance en espérant augmenter la participation aux élections qui n'est actuellement que de 40%.

Comme on pouvait s'y attendre, l'Allemagne a su approfondir les clauses et attiser les débats ce qui aurait pu générer certaines tensions mais le président de comité ayant su mettre à l'aise les délégations, la journée s'est déroulée dans une ambiance chaleureuse, d'échange et d'entraide.